

Info Marne

« Seul, on subit. Ensemble, on résiste. Organisés, on gagne ! »

SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Que c'est mignon Lecornu cherche René...	1
Mobilisation des pompiers : Urgence absolue	2
Pas touche au tarif agent !	2
La santé en surchauffe	2
Reims -Valéo : En grève contre la suppression d'une prime panier	3
29 septembre 2026 : Public, privé, tous ensemble dans l'action	3
20 octobre : mobilisons-nous contre le 28 ^{ème} régime, le cheval de Troie du Capital contre les droits des travailleurs	3
Allemagne : à force de jouer avec le feu on se brûle	4
Retour en images sur la venue de Sophie BINET dans la Marne le vendredi 4 septembre 2026	4
Cybersécurité de l'État : portes fermées, mais fenêtres ouvertes !	5

Édito : Que c'est mignon Lecornu cherche René...



Depuis quelques jours, un Escape Game se joue dans les couloirs de Matignon. Lecornu cherche René, alias « René la taupe ». À croire que les véritables problèmes du quotidien des salariés auraient disparu et qu'il ne resterait plus qu'à organiser une chasse aux sorcières.

Pourtant, nous, nous avons une autre lecture de la situation. Quand les salaires stagnent, quand les conditions de travail se dégradent, quand la pression augmente et que les salariés doivent toujours faire plus avec moins, ce n'est pas une taupe qu'il faut chercher, ce sont des réponses qu'il faut apporter !

Alors, René existe-t-il vraiment ? Est-il caché derrière une porte, sous un bureau ou quelque part dans les galeries de Matignon ? Mystère... Mais une chose est certaine, pendant que certains cherchent un coupable idéal, les salariés, eux, connaissent parfaitement les difficultés qu'ils rencontrent chaque jour. Pendant que Lecornu cherche la taupe, nous nous cherchons surtout où sont passées les cotisations sociales !

Depuis des années, les gouvernements successifs multiplient les cadeaux au patronat à travers les exonérations et allègements de cotisations, au détriment du financement de notre protection sociale. Et maintenant, pour boucler le budget 2027, certains voudraient encore chercher de nouvelles recettes du côté des salariés, notamment en s'attaquant à l'épargne salariale.

Pour nous, ce n'est pas la bonne direction : l'argent doit d'abord être recherché là où il a été distribué sans contrepartie et sans contrôle. Avant de demander toujours plus aux travailleurs, il est temps de remettre à plat ces exonérations et de récupérer les milliards distribués sans compter.

Nous revendiquons une autre politique : faire contribuer davantage les entreprises et les revenus du capital, supprimer les exonérations injustifiées et garantir le financement de la Sécurité sociale par les cotisations. La « taupe » peut bien continuer à jouer à cache-cache : nous, on sait où aller chercher l'argent !

Et surtout, qu'on se le dise : René peut bien se cacher... les revendications, elles, sont bien visibles ! Et nous les ferons entendre le 29 septembre prochain.

<https://www.youtube.com/watch?v=24pUKRQit7fk>

Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union départementale CGT de la Marne



11 septembre 2026
#159

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr

COMITÉ GÉNÉRAL

UD CGT de la Marne



**C'est un rendez-vous important
pour notre organisation**

**Inscrivez-vous
dès maintenant**

[Téléchargez le bulletin d'inscription](#)

Mobilisation des pompiers : *urgence absolue*



Après un été 2026 marqué par des incendies hors norme, les sapeurs-pompiers professionnels sont mobilisés depuis le mardi 8 septembre, et pendant 7 semaines pour réclamer des recrutements, une meilleure protection de leur santé et davantage de moyens matériels.

Pour faire face à la hausse du nombre d'interventions, les syndicats évaluent à 20 000 postes les besoins supplémentaires au niveau national.

Le mouvement vise également à peser sur les négociations du projet de loi de finances et du budget 2027.

Dans la Marne, la mobilisation a démarré avec force : 100 % de grévistes ont été dénombrés dans les quatre principaux centres de la Marne, les deux centres de Reims, celui de Châlons-en-Champagne et celui d'Epernay.

À Châlons-en-Champagne, les véhicules ont été recouvert avec les revendications portées par les salariés et tous attendent avec impatience la grande manifestation du 29 septembre à Paris, jour de la mobilisation des trois fonctions publiques.

[\(Voir la prise parole de la CGT lors de la conférence de presse de l'intersyndicale des sapeurs-pompiers du 8 septembre\)](#)

Pas touche au tarif agent !



Le tarif agent des salariés des IEG (Industrie Électriques et Gazières) est attaqué par le gouvernement. Il s'agit d'un nouveau coup de porté au socle de garanties sociales et professionnelles du 22 juin 1946, dont on vient de fêter le 80^{ème} anniversaire...

Le tarif agent n'est ni un cadeau, ni un privilège, c'est un élément intrinsèque de la rémunération et du pouvoir d'achat pour des agents qui assurent les astreintes, les nuits, les weekends, les jours fériés, les conséquences des tempêtes ou des canicules, 24h sur 24, 365 jours par an. Près de 300 000 agents, actifs et retraités, des industries électriques et gazières, sont concernés.

Le 15 septembre, une journée de grève est prévue sur tout le territoire, dans toutes les entreprises des IEG, sur les sites, dans les unités, les agences, les sièges et dans la rue. Partout en France, le message est clair : pas touche au tarif agent ! **À Reims, un rassemblement est organisé rue Saint-Charles et une restauration sera prévue sur place.** Une assemblée générale se tiendra en fin de matinée. [\(Lire le tract de la CGT énergie Marne « Grève générale le 15 septembre 2026 »\)](#)

La santé en surchauffe

Alors que le pays vient de traverser un été caniculaire au cours duquel l'engagement des personnels des hôpitaux, EPHAD et structures d'accueil aura été déterminant, les agents de la fonction publique hospitalière disent leur ras-le-bol.

Ils en ont assez de l'absence de vision du gouvernement face à la catastrophe climatique et à la dégradation de leurs conditions de travail. Combien de milliers de morts supplémentaires cet été dus à des choix d'économie purement financiers ?



Les syndicats dénoncent aussi l'incroyable silence du gouvernement sur la protection sociale complémentaire, santé prévoyance, dont sont toujours privés, sans raison, les 1,2 millions d'agents hospitaliers.

Le 15 septembre les personnels des hôpitaux, des EHPAD, des établissements accueillant des personnes en situation de handicap, ainsi que ceux des structures sanitaires et médico-sociales sont appelés à la mobilisation. Et parce que les promesses ne suffisent pas, ils se mobiliseront pour peser tout au long des débats budgétaires.

À Châlons-en-Champagne, un rassemblement est prévu devant l'ARS (l'Agence Régionale de Santé) à 10h.

Dans la Marne, outre les salaires, les conditions de travail, l'avenir des métiers et des services, la situation de l'hôpital Léon-Bourgeois à Châlons-en-Champagne, menacé par la suppression de 36 postes d'ici 2031, sera au cœur des revendications.

[\(Lire le tract de l'USD 51 « le 15 septembre santé et action sociale en grève- Allons chercher l'argent ! »\)](#)

Reims -Valeo :

En grève contre la suppression d'une prime panier



La quasi totalité des salariés de l'usine de Reims Valéo électrification (équipementier automobile) a débrayé la nuit du lundi 7 au mardi 8 septembre.

Ils s'opposent à la décision unilatérale de la direction de supprimer à compter du 1^{er} janvier 2027 la prime panier (indemnité repas) dont les modalités d'attribution ont été remises en cause par l'URSSAF en juin 2025. En effet, la direction a « oublié » pendant des années de verser les cotisations sociales liées à cette prime panier octroyée à tous les salariés qu'ils soient présents ou pas dans l'entreprise. Et c'est lorsque les salariés ne sont pas présents que la direction veut la supprimer

Sans remettre en question la décision de l'URSSAF qui a sanctionné d'une forte amende le manquement de l'employeur, les syndicats ont demandé l'ouverture d'une négociation en vue de compenser cet élément substantiel de leur pouvoir d'achat.

C'est le refus de la direction qui a provoqué la mobilisation. Celle-ci a joué la montre en renvoyant ce point aux prochaines NAO (Négociations Annuelles Obligatoires), sachant fort bien que celles-ci se tenant au niveau de l'ensemble des 9 usines de la filiale Valéo électrification, qui ne sont pas concernées, la revendication spécifique au site de Reims n'aurait aucune chance d'aboutir.

Il faut souligner que lors de ce contrôle de l'URSSAF, le CSE, dont le secrétaire est membre de la CGT, à lui aussi été contrôlé et que sa gestion n'a fait l'objet d'aucune réserve de la part de l'administration.

La direction de Reims Valéo électrification aurait-elle l'intention de faire payer aux salariés les conséquences de sa désinvolture ?

Son attitude en dit long, en tout cas sur la détérioration du climat social dans un site, qui vient de subir douloureusement un plan social de grande ampleur avec 80 départs sur 323 salariés. « Toujours plus sur le dos des salariés » serait-elle la feuille de route de cette direction ? ([Lire l'article de l'Union](#))

29 septembre 2026 : Public, *privé, tous ensemble dans l'action*



Face aux attaques et aux reculs sociaux qui touchent l'ensemble du monde du travail, l'Union Départementale CGT de la Marne a décidé d'élargir à l'ensemble des professions, en faisant du 29 septembre une journée de mobilisation interprofessionnelle.

Les revendications sont nombreuses, aussi bien dans le public que dans le privé : salaires, conditions de travail, emplois, services publics, retraites, protection sociale... Nous avons tous des raisons de nous mobiliser.

Du secteur public et privé, retraités, et privés d'emploi : nous sommes confrontés aux mêmes logiques et aux mêmes choix politiques qui font payer les travailleurs.

C'est donc tous ensemble, dans l'unité et par la mobilisation, que nous pourrons faire entendre nos revendications et faire reculer les politiques qui nous sont imposées.

Le 29 septembre, faisons de cette journée un grand rendez-vous de mobilisation interprofessionnelle ! Aucune entreprise, aucun service ne doit manquer à l'appel. **Tous ensemble, faisons-nous entendre et faisons-les plier.** ([Lire le tract départemental](#))

20 octobre : mobilisons-nous *contre le 28ème régime, le cheval de Troie du Capital contre les droits des travailleurs*



La CGT dénonce le projet de 28^{ème} régime supranational, par lequel les sociétés qui souhaitent s'installer en Europe pourraient déroger au droit du travail, au droit social, au droit fiscal en vigueur dans les 27 états membres. Ce projet voulu par la Commission Européenne, est taillé sur mesure pour les start-up et les multinationales en leur permettant de se soustraire aux réglementations nationales plus protectrices.

La CGT y voit un nouvel outil de dumping social, un régime dérogatoire qui ouvrirait mécaniquement la voie à une régression sociale pour l'ensemble des travailleurs, un véritable cheval de Troie contre les droits des travailleurs.

Une manifestation européenne est organisée le **mardi 20 octobre 2026, à 10h, à Strasbourg, devant le Parlement européen.** ([Lire le tract : « Le 28ème régime »](#))

Allemagne : à force de jouer avec le feu on se brûle.



L'extrême-droite continue de progresser en Allemagne. Lors des élections fédérales de février 2025, l'AFD avait obtenu 20,8 % des voix, arrivant en deuxième position et réalisant son meilleur résultat depuis sa création. Dimanche 6 septembre 2026, l'AFD a remporté une victoire historique en Saxe-Anhalt avec environ 44 % des suffrages. Cette progression montre que l'extrême-droite peut s'installer durablement lorsque la colère sociale est laissée sans réponse.

Cette progression n'est pas un phénomène isolé. L'AFD, parti nationaliste et anti-immigration, cherche à diviser la population en désignant les personnes immigrées comme responsables des difficultés sociales, économiques et sécuritaires. Pourtant, ce ne sont ni les travailleurs immigrés, ni les chômeurs, ni les plus précaires qui sont responsables de la casse des services publics, de l'austérité ou de la dégradation des conditions de travail.

Pour la CGT, l'extrême-droite ne défend pas les intérêts du monde du travail. Elle oppose les salariés entre eux, selon leur origine ou leur nationalité, alors que les revendications sont communes : de meilleurs salaires, des emplois dignes, des retraites, des services publics accessibles à toutes et tous et une véritable protection sociale. La situation allemande doit nous alerter.

Face à l'extrême-droite, nous ne devons pas laisser le terrain social aux discours de haine et de division. La réponse doit être collective : défendre les droits des travailleurs, augmenter les salaires, renforcer les services publics, combattre les discriminations et faire vivre la solidarité internationale.

Le monde du travail n'a pas besoin de boucs émissaires. Il a besoin de droits, de justice sociale et de solidarité.

Contre l'extrême-droite et ses idées : rassemblons-nous, organisons-nous et construisons la riposte sociale !

Retour en images sur la venue de Sophie BINET dans La Marne le vendredi 4 septembre 2026

Dès 9h30, les militants se sont retrouvés à la Maison des syndicats de Châlons pour la projection du documentaire « On est la CGT ! » à l'occasion des 130 ans de la CGT. La projection a été suivie d'échanges sur la situation sociale dans la Marne et la préparation des prochaines mobilisations.



A Midi, Sophie BINET s'est rendue à Couvrot sur le piquet de grève des salariés de la cimenterie Calcia. Plus des trois quarts d'entre eux se sont mobilisés contre le licenciement arbitraire d'un de leurs collègues et le management toxique en vigueur dans l'entreprise depuis la longue grève de fin 2023.

En début d'après midi, direction la foire de Châlons, à la rencontre des travailleurs saisonniers de la restauration, très nombreux sur le site à l'occasion de l'événement. Elle a ainsi pu faire le lien avec les conditions de travail des saisonniers du champagne, eux aussi, victimes de sous-rémunérations ou du non-paiement des heures supplémentaires.



Enfin, dans le courant de l'après midi, après une conférence de presse et une interview pour le journal l'Union, Sophie BINET a rencontré plusieurs syndicats CGT au stand de l'Union Locale de Châlons : Intersyndicat CGT du champagne, CGT SDIS 51, CGT santé de la Marne. La CGT sera sur tous les fronts dans les prochaines semaines. ([Voir la vidéo de Sophie BINET sur le plateau de l'Union lors de la Foire de Châlons](#)) ([Lire l'article de la NVO : « Echanges et piquet de grève : à Châlons Sophie BINET fait entendre la voix de la CGT »](#))

Cybersécurité de l'État : portes fermées, mais fenêtres ouvertes !

Depuis le début de l'année, les services publics victimes de piratages sont devenus légion et les Marnais ne sont pas épargnés :

- ▶ **HubEE** (Hub d'échange de l'État), plateforme numérique d'échanges sécurisés entre l'administration et les citoyens ;
- ▶ **l'ANTS** (Agence Nationale des Titres Sécurisés), permet d'effectuer les démarches numériques pour les cartes d'identité, les passeports, les permis de conduire et les cartes grises ;
- ▶ **Tchap**, messagerie instantanée sécurisée destinée aux agents de l'État ;
- ▶ **l'Éducation nationale**, dont plusieurs services et académies ont été touchés, avec des conséquences importantes ;
- ▶ **le portail des successions**, où des données sécurisées ont subi une extraction ;
- ▶ **la DGFiP** (Direction Générale des Finances Publiques), qui gère notamment les impôts, la fiscalité, le cadastre et les comptes publics : les informations sécurisées personnelles de 678 000 citoyens se sont retrouvées en vente sur internet...

À chaque cyberattaque contre un service public, c'est le même refrain : « Nous allons renforcer la sécurité. » Comprenez : finis, les mots de passe écrits sur des Post-it collés sur l'écran du PC. On pourrait toutefois commencer par vérifier à qui l'on confie les clés d'accès... et combien de doubles circulent.

À force d'externaliser les services publics et de multiplier les prestataires privés, les sous-traitants et les intervenants disposant d'un accès aux données publiques pour accomplir leurs missions, la forteresse numérique finit par ressembler à un hall de gare. Lorsque les données prennent le large, on découvre avec stupeur qu'une fenêtre est restée ouverte et que quelques pirates, parfois adolescents, sont venus se servir sans difficulté majeure.

Mais renforcer les protections présenterait aussi un désagrément moins avouable : davantage de restrictions compliquerait l'accès aux données personnelles des citoyens, notamment pour les services des finances publiques, les forces de l'ordre, les douanes, les services de renseignement et d'autres administrations susceptibles de consulter nos informations à notre insu. La sécurité doit donc être renforcée... mais pas au point de gêner ceux qui souhaitent fouiller.

Drôle de conception de la sécurité : trop compliquée lorsqu'il s'agit de protéger nos données, mais jamais lorsqu'il faut les collecter. Tout dépend, finalement, de la fenêtre qui s'ouvre : quand les pirates entrent, c'est une faille ; quand les données sortent par les voies autorisées, c'est une procédure...

Les conséquences sont pourtant bien réelles. Les informations dérobées alimentent l'hameçonnage personnalisé, les arnaques au faux conseiller bancaire, les fraudes au virement, les piratages de comptes ou encore les usurpations d'identité.

Impossible aujourd'hui de connaître précisément le nombre de Marnais qui se sont fait arnaquer après le vol de leurs données personnelles lors d'une cyberattaque. Et c'est peut-être bien là une partie du problème : on sait compter les données volées, beaucoup moins les victimes qu'elles produisent ensuite.

En 2025, les demandes d'assistance liées aux violations de données ont ainsi bondi de 107 % en France, tandis que les arnaques au faux conseiller bancaire progressaient de 159 %.

Et les chiffres officiels ne montrent qu'une partie de l'iceberg : selon le ministère de l'Intérieur, environ une victime d'escroquerie sur dix porte plainte. Les escrocs savent ce qu'ils ont volé, les victimes, elles, le découvrent au moment où leur compte bancaire se vide.

L'ÉTAT VEUT AUGMENTER FORTEMENT LE BLOCAGE DE DONNÉES EN LIGNE SUSCEPTIBLES DE TROUBLER L'ORDRE PUBLIC

